

## **OPEN DAYS Semaine Europeenne des Regions et des Villes**

### **« Défis mondiaux, réponses européennes »**

Selon l'introduction aux Open Days : «Le programme des 7<sup>e</sup> OPEN DAYS compose de 124 séminaires, ateliers, débats et expositions pour environ 7.000 participants. Plus de 250 partenaires de l'événement ont uni leurs forces, parmi lesquelles 213 régions et villes de 33 pays européens, et plus de 600 conférenciers seront activement impliqués. (...) L'objectif principal est de faciliter l'échange, de débat et de réseautage entre experts européens et les décideurs dans le développement régional et local du secteur public, privé et financier. (...)

Sous le titre général « Défis mondiaux, réponses européennes », tous les événements seront organisés autour de quatre thèmes :

- Rétablir la croissance: L'innovation dans les régions et villes d'Europe
- Les régions et les changements climatiques: le chemin de l'Europe à une coopération durable au développement régional et territoriaux
- La coopération territoriale: travailler ensemble au-delà les frontières
- Atteindre des résultats en perspective: l'évaluation de la politique européenne de cohésion et les perspectives d'avenir (...) »

Luc Van den Brande, le Président du Comité des Régions, presente les Open Days : « C'est maintenant la septième fois que le Comité des Régions présente, conjointement avec la Commission européenne et environ 250 autres partenaires, ce qui est devenu l'événement de référence annuel pour les régions et villes d'Europe. Avec 7500 participants l'année dernière, les OPEN DAYS sont désormais en fait le plus grand événement dans le calendrier des institutions de l'UE. Cela prouve que les régions et les villes sont importantes et qu'elles ont un rôle actif à jouer dans le projet européen. (...)

Avec les participants provenant de 40 pays, dont tous les Etats membres de l'UE, des pays candidats et le Brésil, la Chine, l'Islande, le Japon, la Russie, l'Ukraine et les Etats-Unis, l'édition 2009 des OPEN DAYS réuni des hommes politiques, des praticiens, des universitaires et des représentants d'entreprises, les banques et les organisations de la société civile pour l'échange et le réseautage sur les questions locales et régionales. Beaucoup de débats de l'événement axé sur les réponses régionales à la crise économique et aux changements climatiques. (...)

OPEN DAYS 2009 se servent plusieurs objectifs. D'abord, il rassemblera des représentants politiques, les décideurs, experts, praticiens et les médias pour discuter des défis communs, d'un point de vue régional. Deuxièmement, il fournira une plate-forme pour le renforcement des capacités pour ceux qui sont impliqués dans la gestion des fonds européens. Troisièmement, il facilitera la coopération et le réseautage entre les régions et les villes pour trouver ce qui fonctionne le mieux. Enfin, elle fournira l'occasion de discuter de l'avenir de la politique de cohésion de l'UE dans un contexte plus large en présentant des recherches récentes et des vues en provenance de pays tiers et les organisations internationales. (...) »

L'atelier « Les changements climatiques et démographiques: débattre des solutions à des défis multiples » était organisé par "2020 régions: Agir pour l'avenir" avec la participation de :

Ana Abrunhosa, Commission de développement et de coordination pour le centre du Portugal ;

Dan Griffiths, Agence de Développement de Northwest ;

Marta Lopez de la Cuesta, Ministère régional de la présidence de Castilla y León ;

Paul Cosford, Service Nationale de la Santé - Est de l'Angleterre ;

Ellen Margrethe Basse, Université d'Aarhus ;

Fabien Zuleeg - European Policy Centre ;

Peter Berkovitz, Commission européenne ;

Agnieszka Pawlicka, Marshall Bureau de Warminsko-Mazurskie ;

Jane Barmer, Age Concern Training ;

Lisbeth Iversen, Gouvernement de ville de Bergen.

Le but de cet atelier était de discuter « Le changement climatique [qui] est probablement la question la plus importante pour nos régions et de la planète à ce moment, contestant la façon dont nous bouger, penser et de consommer. En même temps, les changements démographiques transforment les structures sociales, aux mouvements de population, les changements de modes de vie et les questions d'équité entre les générations. » Pendant les présentations et le débat les questions traitées le plus étaient telles que :

- Comment nos régions traitent à la fois les pressions migratoires et la demande de ressources ?
- Qui est responsable pour ces défis et quel est le rôle des organismes publics ?
- Comment concilier croissance économique avec la production et la consommation responsables ?
- Comment intégrer les défis nouveaux dans la politique de cohésion de l'UE ?

L'atelier « Les incidences économiques du projet de Capitale Européenne de la Culture » était organisé par Les Capitales Européennes de la Culture avec la participation de :

Vladimir Rukavina, Centre Culturel Narodni dom Maribor ;

Carlos Martins, Guimarães, 2012 ; Cay Sevón, Turku 2011 Fondation ; Neil Peterson, Liverpool Culture ;

Ulrich Fuchs, Linz 2009.

« Les Capitales Européennes de conglomérat Culture ont organisé un débat où les Capitales de partenaire de la Culture ont discuté et partagé des expériences sur les aspects économiques du projet de la Capitale Européenne de la Culture (CEC), portant sur l'application, de planification, de programmation et de post-phases du projet. En fonction de leurs expériences et leurs recherches, les représentants de cinq des villes partenaires ont débattu des différents aspects de l'impact économique de la CEC, comme illustrer les enjeux économiques liés aux industries culturelles, mesurer les impacts économiques de Capitale Européenne de la Culture; déterminer clé variables économiques et des procédures appropriées et les objectifs économiques et des exemples de questions économiques telles que les dépenses de fonctionnement, dépenses en capital sur les améliorations et les infrastructures, les revenus et le parrainage; partage d'expériences locales et régionales et les bonnes pratiques; fournissant des exemples de coopération transfrontalière et inter-régionaux. » Les présentations et le débat s'est passé autour de questions telles que :

- D'où viennent les motivations des villes de devenir la Capitale Européenne de la Culture ?

- Qui est responsable pour la promotion de l’idée de devenir la Capitale Européenne de la Culture ?
- Comment il faut évaluer la dimension du tourisme comme le résultat du titre de la Capitale Européenne de la Culture ?
- Comment maintenir le niveau élevé des attentes après la fin du projet CEC ?

L’atelier « Les incidences culturelles, sociales et éducatives du projet de Capitale Européenne de la Culture » était organisé par Les Capitales Européennes de la Culture avec la participation de :  
 Esra Nilgun Mirze, Istanbul 2010 Agence de Capitales Européennes de la Culture ;  
 Tamás Szalay, Pécs 2010 Centre de gestion à but non lucratif Ltd ;  
 Zora Jaurova, Košice ;  
 Rolf Noras, municipalité de Stavanger ;  
 Oliver Scheytt, RUHR.2010 GmbH.

Le but de « ce débat était de discuter et de partager des expériences sur l’impact culturel, social et éducatif du projet de la Capitale Européenne de la Culture (CEC), portant sur l’application, de planification, de programmation et de post-phases du projet (...) et aussi le partage d’expériences locales et régionales, des bonnes pratiques et des recommandations sur l’amélioration du transfert des connaissances et des meilleures pratiques. » Les présentations et le débat s’est concentrée sur les questions telles que :

- Comment CEC peut créer de la valeur ajoutée pour les villes et les régions en termes d’aspects culturels, sociaux et éducatifs ?
- Quels sont des méthodes communes pour déterminer les variables clés et les procédures appropriés pour mesurer les impacts et repère culturel, social et éducatif ?
- Comment développer des talents locaux et le public en pleine croissance pour la culture ?
- Comment mesurer les effets en termes de « l’intégration culturelle » ?
- Comment établir et développer la coopération transfrontalière et interrégionale et prenant en compte aussi les minorités?

L’atelier « La gouvernance à multi-niveaux dans l’UE: de nouvelles perspectives pour une Union européenne avec ses régions et des villes » était organisé par le Comité des Régions avec la participation de :  
 M. Javier Sanchez, directeur de l’IEAP à Barcelone ;  
 Béatrice Taulègne, Comité des Régions ;  
 Michel Bauer, Université de Konstanz ;  
 Frank Delmartino, Université de Louvain ;  
 Paolo Ponzano, Institut universitaire européen de Florence ;  
 Andrea Benassi, l’UEAPME ;  
 Jean-Marie Beaupuy, ancien membre du Parlement européen ;  
 Bart Vanhercke, Université d’Amsterdam ;  
 Virginie Guiraudon, Centre National de la Recherche Scientifique, Paris.

Le but d’atelier était de discuter « le développement du modèle de gouvernance de l’Union européenne

vers un véritable multi-niveaux [qui] est d'une importance clef pour le Comité des Régions. En 2008 et 2009, le Comité a organisé une série de débats impliquant des chercheurs d'Europe et au-delà, et finalement adopté un Livre blanc sur la gouvernance multi-niveaux en Juin de cette année. Livre blanc du Comité des Régions souligne les différentes recommandations et les meilleures pratiques dans les différentes politiques de l'UE afin de mettre finalement la gouvernance multi-niveaux en place. Cet atelier s'est appuyé sur les recommandations du Livre blanc et étudier les faits nouveaux relatifs à des outils spécifiques et des caractéristiques de la gouvernance multi-niveaux dans les politiques de l'UE qui ont une forte dimension territoriale. » Les présentations et le débat s'est concentré autour des thèmes tels que :

- Quels avantages peut apporter une gouvernance à niveaux multiples renforcées ?
- Quelle est la place et le rôle des autorités locales et régionales dans la gouvernance à niveaux multiples ?
- Comment la répartition des compétences fonctionne dans la gouvernance à plusieurs niveaux ?
- Quelles sont les perspectives de la stratégie de Lisbonne pour les régions et les villes ?
- Quel est le rôle de la méthode ouverte de coordination ?

L'atelier « L'inclusion des Roms: les expériences de programmes de la politique de cohésion » était organisé par la Direction générale de la Politique régionale de Commission européenne et Direction générale d'Emploi, affaires sociales et égalité des chances de Commission européenne avec la participation de :

Katarina Mathernova, Commission européenne ;

Lenia Samuel, Commission européenne ;

Lydia Suchova, Ministère des affaires de l'UE en Slovaquie ;

Andor Ürmös, Ministère des Affaires sociales et du travail en Hongrie ;

Juan Carlos Castro Fernández, Institut Aragonais de services sociaux ;

Livia Jaroka, membre du Parlement européen;

Cristina Balboni, Direction de la culture, la formation professionnelle et l'emploi dans le Région Emilia Romagna.

Le but d'atelier était de réfléchir sur la situation actuelle des Roms qui « on estime (...) les plus grands des minorités ethniques en Europe et, dans de nombreux pays, (...) la plus forte croissance du groupe ethnique. Dans la plupart des États membres de l'UE, les Roms sont privés des moyens financiers indispensables pour des conditions de vie convenables, ainsi que le manque d'accès à l'éducation, des emplois et des services sociaux et de santé. La politique de cohésion a le potentiel pour améliorer la situation de ces communautés roms. Toutefois, il est important d'adopter une approche holistique et d'apprendre de bonnes pratiques recueillies au niveau européen lors de la mise en œuvre des programmes impliquant une population rom importante. » Cet atelier a visé d'échanger des expériences et comme telle les présentations et le débat étaient consacrés aux expériences des pays différents comme par exemple l'Italie, la Slovaquie, l'Hongrie ou l'Espagne. Toutes les citations viennent de matériaux pour les participants.